

Moment étudiant, moment d'engagement ?

Valérie Becquet, sociologue, Groupe d'études et de recherche sur les mouvements étudiants, Paris.

Souvent réduit aux éphémères mobilisations, la participation des étudiants est peu connue. Inégalement analysée dans les travaux sur cette population, cette faible connaissance résulte de la conjugaison de divers discours. Idéalisation du passé, conceptions de l'engagement et présupposés sur l'individualisme des étudiants ont pour principale conséquence de passer outre les formes qu'elle prend actuellement. Certes, les étudiants investis dans la vie associative sont minoritaires. Ils le sont, d'une certaine manière, autant que le reste de la population. Bien que les taux d'adhésion aux associations donnent le sentiment d'une forte implication, la participation à leur fonctionnement quotidien et l'exercice de responsabilités continuent de concerner un nombre réduit d'individus (13% des français).¹ Du côté des étudiants, les données disponibles ne permettent pas toujours d'évaluer exactement la population concernée, la confusion entre l'adhésion et le bénévolat étant souvent de mise. L'enquête 1997 de l'Observatoire de la vie étudiante estime à 12,3% le taux de participation à la vie associative, une autre soulignant que 12% des 20-24 ans exercent une responsabilité associative². Il reste alors à se pencher plus en détail sur les sources et les contours de cet engagement.

Entre parents et école : des trajectoires sous influences

Imaginez-vous simple passant, observant, au cours d'une manifestation, d'un sourire attendri, l'enfant juché sur les épaules de l'un de ses parents, en train de défendre sa cause. Cet épisode, qui peut bien sembler anodin au yeux de certains, prend tout son sens lorsqu'on s'intéresse à l'engagement. En effet, la famille joue encore un rôle important dans la construction du positionnement politique et du rapport aux formes d'intervention sociale. Les travaux d'Anne Muxel³ mettent en évidence l'existence d'un « héritage politique » pouvant éclairer les contours du rapport des jeunes à la politique et la nature de leur positionnement. Cette socialisation politique, résultant d'un processus de transmission d'orientations politiques et de valeurs, se retrouvent au niveau de l'engagement des étudiants. Ainsi, la participation des parents à des réunions d'associations, à des meetings politiques, à des

rassemblements syndicaux le soir ou le week-end ou la présence d'amis bénévoles ou militants au sein du foyer familial contribuent, tout comme les discussions politiques, à la construction d'un rapport, positif ou négatif, à l'engagement social. Certes, la transmission ne relève pas d'une procédure mais d'un processus de négociation, entraînant réappropriations et rejets des situations vécues. En cela, l'engagement des étudiants prend, pour une partie d'entre eux, ses sources à ce moment-là. La moitié d'entre eux déclare que leurs parents ont été soit adhérent, bénévole d'une association, adhérent d'un syndicat et/ou adhérent, militant d'un parti politique et 44,6% estiment qu'ils le sont encore. A ce sujet, la comparaison entre le passé et le présent met en évidence que les lieux de participation parentale ont changé, privilégiant désormais le secteur associatif sur les secteurs syndical et politique, ce qui correspond très nettement aux constats dressés dans les enquêtes sur la vie associative.

Si la famille se présente comme le creuset de l'engagement, l'école joue également un rôle. Les trajectoires sont alors plus éclatées. De la famille au collège, du collège au lycée, puis à l'enseignement supérieur, les cheminements des étudiants varient. L'influence de l'engagement parental se repère déjà au niveau du collège et du lycée. Selon le type d'investissement⁴, entre 19,9 et 29,1% des ex-collégiens et entre 19,6 et 26,2% des ex-lycéens ont eu des parents adhérents ou bénévoles d'une association. Quant aux parents qui étaient adhérents d'un parti politique, 40% d'entre eux ont « favorisé » l'accès à la fonction de délégué au collège et 30% au lycée. A l'inverse, un bon tiers des étudiants ont franchi le pas durant leur scolarité alors que leurs parents n'étaient ni adhérents, ni bénévoles, ni militants.

Le collège et le lycée restent des moments propices aux premiers engagements, la fonction de délégué étant la plus citée. 39% des étudiants l'ont même été au collège et au lycée. Appartenant probablement à cette frange minoritaire investie dans la vie de son établissement, ils semblent avoir gardé un souvenir suffisamment « positif » de leur expérience pour avoir souhaité continuer pendant leurs études. Il est vrai qu'à la lecture de certains ouvrages, on peut s'en étonner. En effet, l'exercice de cette fonction est souvent présentée comme concourant à des déceptions. La dévalorisation du travail du délégué, voire son impossibilité à l'exercer, compte-tenu des normes scolaires, transforme les volontaires en « secrétaires ».⁵ Leur manque de légitimité auprès des adultes et des autres élèves les conduirait à refuser de se présenter l'année suivante.⁶

Ainsi, pour une partie des étudiants, l'engagement vient de loin. En face d'eux se trouve une autre moitié déclarant aucune participation au collège et au lycée et dont les parents sont dans la même situation. Pour ceux-là, leur entrée dans une association est concomitante de celle dans l'enseignement supérieur. Si ces parcours antérieurs méritent d'être notés, il convient également de remarquer que leur influence sur les modalités d'engagement reste peu importante. C'est principalement au niveau des temporalités d'entrée dans la vie associative que se distinguent ces deux populations. Ainsi, les étudiants ayant eu des activités au lycée rejoignent plus souvent que les autres une association étudiante dès la première année d'étude supérieure. Pour ceux là, cette activité serait un des supports de l'affiliation institutionnelle nécessaire à l'apprentissage du métier d'étudiant⁷ alors que, pour les autres, la vie associative en serait davantage la résultante. Un tel découpage s'applique principalement aux associations étudiantes présentes dans les universités. En effet, les grandes écoles encouragent nettement l'entrée dans une association dès la première année, ce qui tient à leur « usage pédagogique » de ces structures.

Dedans/dehors – pour/contre : des territoires émiétés

Où les étudiants s'engagent-ils ? Privilégient-ils certains secteurs ? Il n'est pas simple de répondre de manière tranchée, les chiffres disponibles ne donnant qu'une vision approximative des lieux qu'ils investissent. Néanmoins, un premier éclairage peut être apporté en tenant compte de deux dimensions, d'un côté, le secteur d'activité et, de l'autre, le lieu d'activité.

Dans le premier cas, les enquêtes sur les pratiques associatives permettent de repérer la répartition des individus selon le type d'association. Cependant, l'approche privilégiée est celle de l'âge, les étudiants étant alors mélangés aux autres. Ainsi, les 18-24 ans sont principalement adhérents, voire bénévoles, des associations sportives et culturelles. Dans une proportion identique au reste de la population, ils sont très minoritaires dans les mouvements ou les partis politiques (2%), les associations en faveur de l'environnement ou de l'écologie (2%), les mouvements pacifistes (1%) et les associations relatives au Tiers-monde ou aux droits de l'homme (1%).⁸ Bien qu'il soit question de l'âge et non du statut, les étudiants sont, de toute évidence, présents dans ces associations. Martine Barthélémy le souligne lorsqu'elle s'intéresse au militantisme dans les associations de défense de l'environnement et de la

nature, de défense des droits de l'homme et de lutte contre le racisme.⁹ Nonna Mayer, pour sa part, rappelle, au sujet des collectifs anti-Front national, qu'ils se « sont développés de préférence dans les départements où résidait une clientèle potentiellement mobilisable pour les nouveaux mouvements sociaux (NMS), caractérisés par une relative sur-représentation des jeunes, des habitants des grandes villes, des étudiants et des classes moyennes salariés ».¹⁰ Dans un autre domaine, celui du « bénévolat caritatif », Philippe Lyet note que, parmi les bénévoles se chargeant de l'accompagnement scolaire au Secours catholique, plus de la moitié sont des étudiants.¹¹ D'ailleurs, bien des associations intervenant dans ce domaine considèrent le milieu étudiant, compte tenu des compétences scolaires disponibles, comme un vivier de bénévoles. L'ensemble de ces associations se situe à l'extérieur des établissements d'enseignement supérieur. Les étudiants s'y investissent à côté d'autres franges de la population, leur statut d'étudiant étant, d'une certaine manière, secondaire.

La situation est tout autre lorsqu'on s'intéresse aux associations qui existent au sein des établissements. Elles se composent principalement, voire uniquement d'étudiants, ces derniers assurant leur fonctionnement quotidien, les niveaux d'engagement variant selon les responsabilités. Quant aux types d'associations rencontrées, des spécificités propres au territoire existent. Les associations de filières, les associations dites généralistes et les associations d'anciens et d'insertion professionnelle viennent s'ajouter aux associations généralement rencontrées (culturelles, sportives, de solidarité, etc.). Les deux premières sont majoritaires. Intervenant à tous les niveaux de la vie étudiante, elles s'attachent à accompagner l'étudiant tout au long de son cursus, les associations de filières développant également des activités autour de la promotion du diplôme. Les secondes, déjà moins nombreuses, centrent leurs activités sur la construction de réseaux professionnels et la valorisation de la formation.¹² Quant aux associations à caractère syndical et/ou politique, elles sont désormais nettement minoritaires.

D'un point de vue général, ce qui distingue les associations extérieures aux établissements et celles sises en leur sein, c'est la place de l'étudiant dans le fonctionnement et la population qu'il côtoie. Être un « bénévole parmi les étudiants » et être un « bénévole parmi les autres » n'a pas tout à fait le même sens et les mêmes effets d'un point de vue de la nature de l'engagement et de ses modalités. Sans pour autant considérer l'existence de deux types d'engagement, les premiers ont tendance à privilégier la communauté étudiante, faisant de leur établissement un territoire de vie alors que les seconds préfèrent intervenir à l'extérieur,

dissociant leur vie d'étudiant de leur engagement social.¹³ Ces étudiants ont pourtant de nombreux points communs, tout comme, ce qui peut paraître étonnant au premier abord, ils en ont avec le reste de la population.

Les contours de l'engagement : proximités et décalages

Outre la permanence de certains découpages sociaux (origine sociale et sexe), on retrouve chez les étudiants des justifications et des formes d'engagement ayant des points communs avec celles des autres catégories sociales. Cette homologie montre, à bien des égards, que, bien qu'ils bénéficient de conditions de vie spécifiques, les étudiants n'adoptent pas nécessairement des comportements d'engagement particuliers, n'agissant pas vraiment comme un groupe social distinct. Leurs manières d'agencer leurs activités universitaires, associatives et privées les spécifient plus entre eux et par rapport aux autres que leur seul statut d'étudiant.

Déjà, concernant les raisons de la participation, les dimensions habituellement soulignées se retrouvent. Trois s'interpénètrent constamment : la dimension altruiste (pour les autres), la dimension sociabilitaire (avec les autres) et la dimension utilitaire (pour soi).¹⁴ Chez les étudiants, les deux premières sont nettement valorisées. A l'université, elles se traduisent d'un côté, par la volonté de rencontrer d'autres étudiants ou de partager une passion et, de l'autre, par celle de se consacrer aux autres, de défendre des valeurs ou de réagir à un problème social. Au Secours catholique, leur investissement s'inscrirait « dans un espace de valeurs altruistes et tolérantes ». Désireux de « rendre service gratuitement » en partageant leurs compétences, ils recherchent également un espace de sociabilité.¹⁵ Quant à la dimension utilitaire, elle apparaît selon les situations. Par exemple, les bénévoles de l'AFEV¹⁶, qui font de l'accompagnement scolaire, citent en quatrième position la volonté d'acquérir une compétence, correspondant au métier envisagé, l'enseignement.¹⁷ Au sein des écoles, elle est valorisée comme telle alors qu'elle est moins présente dans les universités, les étudiants constatant davantage l'acquisition de compétences que la présupposant.¹⁸ Cette dimension est peut être plus prégnante chez des jeunes « précaires », devant faire la preuve qu'ils sont « employables » ou créant leur propre emploi à partir d'un projet associatif.

L'analyse des modalités de participation permet également de reconnaître les contours du modèle de l'engagement distancié, symbolisé par « le post-it détachable et mobile : mise de soi à disposition, résiliable à tout moment ». ¹⁹ Cette caractéristique s'apprécie au regard, d'une part, des temporalités d'entrée et de sortie de la vie associative, mettant en évidence une forte mobilité et, d'autre part, de l'articulation entre les différentes activités des étudiants. A ce sujet, les agencements oscillent entre une gestion stratégique de l'agenda scolaire, afin de concilier deux activités appréciées et une priorité affichée pour les études, l'échec étant redouté. Certes, une minorité d'étudiants se laissent déborder par la vie associative, y trouvant plus de plaisir qu'à leurs études. L'efficacité de la participation, induisant une préférence pour les projets ponctuels et l'action directe, est nettement privilégiée par les étudiants, voire les jeunes. L'engagement suppose une traduction concrète, ce qui peut se faire au dépend des structures syndicales et politiques, dont les fonctions sont reconnues mais les fonctionnements faiblement attirants. Ce désir d'un aboutissement rapide conduit parfois à des décalages entre les générations, les plus anciens critiquant l'empressement des plus jeunes. Ces écarts se rencontrent principalement au sein des associations extérieures aux établissements, là où les étudiants sont des bénévoles parmi d'autres.

Ces distinctions montrent que l'engagement étudiant ne serait se déduire du seul statut d'étudiant. Ses configurations résultent davantage de l'agencement de dimensions comme le territoire, le secteur d'activité, la démarche individuelle et le temps consacré. Cela permet de comprendre l'existence, à la fois, de différences entre les étudiants et de certaines proximités avec le reste de la population.

¹ Il s'agit de la catégorie « membres impliqués ». Loisel Jean-Pierre, *Les Français et la vie associative*, Collection des Rapports, CREDOC, juillet 1999.

² Roudet Bernard, « L'évolution de l'appartenance associative des jeunes », in *Agora Débats jeunesse*, n°20, 2^{ème} trimestre 2000, p. 110.

³ Muxel Anne, *L'expérience politique des jeunes*, Presses de Science Po., 2001 et Muxel Anne, *Les jeunes et la politique*, Coll. Questions de politique, Hachette, 1996.

⁴ Concernant leur participation antérieure, les étudiants avaient le choix entre les items suivants : délégué de classe, membre d'une association collégienne (lycéenne), membre d'une association extérieure au collège (lycée) et initiateur d'un projet extérieur à une association. D'autres modes d'engagement auraient pu être pris en compte comme l'appartenance à un conseil municipal de jeunes ou la participation à un journal lycéen. A ce sujet, le lien avec l'engagement parental est très net, plus de la moitié des lycéens déclarant qu'ils appartiennent à une organisation associative, politique ou syndicale.

⁵ Merle Pierre, *L'évaluation des élèves, enquête sur le jugement professoral*, Coll. L'éducateur, PUF, 1996, p. 163.

⁶ Sur ce sujet, voir Ballion Robert, *La démocratie au lycée*, Coll. Pédagogies, ESF Editeurs, 1998 ; Dubet François, *Les lycéens*, Coll. L'épreuve des faits, Seuil, 1991 ; Rayou Patrick, *La cité des lycéens*, Coll. Débats jeunesse, l'Harmattan, 1998.

⁷ Coulon Alain, *Le métier d'étudiant*, Coll. Politique d'aujourd'hui, PUF, 1997.

⁸ Roudet Bernard, « L'évolution de l'appartenance associative des jeunes », *op.cit.*, p. 108.

⁹ Barthélémy Martine, *Associations : un nouvel âge de la participation ?*, Presses de Sciences Po, 2000, pp. 215-219 et Barthélémy Martine, « Le militantisme associatif », in Perrineau Pascal (sous la direction de), *L'engagement politique. Déclin ou mutation ?*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1994, pp. 87-114.

¹⁰ Mayer Nonna, « Introduction », in Mayer Nonna (sous la direction de), « Les collectifs anti-Front national », *Cahiers du CEVIPOF*, n°13, 1998, FNSP, CNRS, p. 8.

¹¹ Lyet Philippe, « L'engagement bénévole d'étudiants dans une action d'aide scolaire au Secours catholique », *Agora Débats Jeunesses*, n° 13, 1998, pp. 107-123.

¹² Ces associations se développent principalement au niveau des troisièmes cycles et des filières universitaires professionnalisantes. La dimension « ancien » est très ancrée dans la culture des écoles, grandes ou petites.

¹³ Notons que certaines associations étudiantes agissent vers l'extérieur.

¹⁴ Selon les grilles de lecture sociologique employées, le nombre et les qualifications des dimensions varient. Cependant, elles revêtent des réalités sociales proches.

¹⁵ Lyet Philippe, *op.cit.*, pp. 109-110.

¹⁶ Association de la Fondation Etudiante pour la Ville.

¹⁷ Ferrand-Bechman Dan, *Le métier de bénévole*, Coll. Ethno-sociologie, Anthropos, 2000, p. 146 et p. 148. Cet aspect est également mis en évidence par Philippe Lyet.

¹⁸ En 1997, 64,7% des étudiants bénévoles cherchaient à compléter leur formation. Becquet Valérie, « L'étudiant, acteur de la vie associative », *Factuel : La revue*, n°2, janvier 1998, p. 35. Cette dimension utilitaire renvoie également à la question de la reconnaissance et de la validation des activités associatives.

¹⁹ Ion Jacques, *La fin des militants ?*, Coll. Enjeux de société, Les éditions de l'atelier, 1997, p. 81.